

**Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre  
de la Communauté française et de la Communauté germanophone**

**Convention collective de travail du 24 décembre 2021** fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'une prime syndicale en remplacement de la CCT du 27 novembre 2015 (n°131322/CO/152.02)

**Chapitre premier — Champ d'application**

Article premier.

**La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs relevant de la sous-commission paritaire 152.02.**

**Chapitre 2 - Octroi d'une prime syndicale**

Article 2. En exécution des dispositions de l'article 5 des statuts du Fonds social et de garantie en communauté française et germanophone, une prime syndicale est payée annuellement aux ouvriers visés à l'article premier, à charge du Fonds social et de garantie en communauté française et germanophone.

Le montant et les conditions d'octroi et de liquidation sont fixés dans la présente convention.

**Chapitre 3 - Montant de la prime syndicale**

Art3. §1. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 (sur la base de l'année de référence 2021), le montant de la prime syndicale est égal à 90 euros par année de référence entièrement travaillée

§ 2 Cette prime est accordée sur la base de 7,5 euros pour chaque mois pendant lequel l'ayant droit a été occupé durant l'année de référence par une institution ressortissant à la Sous- Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la communauté française et de la Communauté germanophone

Article 4. § 1 er. Est considérée comme année de référence, l'année civile qui précède l'année de paiement de la prime.

§ 2. Chaque mois durant lequel les ouvriers sont inscrits au registre du personnel est considéré comme un mois travaillé. Si l'ouvrier est inscrit au registre du personnel au plus tard le 15 du mois, le mois est compté pour un mois entier. Si l'ouvrier est rayé du registre du personnel au plus tard le 15 du mois, le mois est compté pour un mois entier.

L'inscription dans le système DIMONA tient lieu d'inscription au registre du personnel.

§ 3. Pour l'application de la présente convention, une période de chômage avec complément d'entreprise est considérée comme une période de prestations de travail complètes.

**Chapitre 4- Conditions d'octroi**

Article 5. Les ouvriers ont droit au montant entier de la prime syndicale s'ils remplissent les conditions suivantes:

- a) au 1er janvier de l'année de référence, être membre d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, représentées au niveau national;
- b) être inscrits au registre du personnel d'une institution de l'enseignement libre de la Communauté française ou germanophone ou être prépensionné et recevoir une allocation complémentaire de prépension à charge d'une institution visée à l'article 1er de la présente convention pendant l'année de référence;
- c) ne pas être licencié pour motif grave.

## **Chapitre 5 - Modalités d'exécution**

Article 6. § 1er. Dans le courant du dernier trimestre de l'exercice social, les employeurs et les secrétariats sociaux reçoivent, par l'intermédiaire du Fonds social et de garantie, ci-après dénommé « le Fonds », les attestations d'emplois nécessaires à l'obtention de la prime syndicale

§ 2 Au 1<sup>er</sup> trimestre-calendrier qui suit l'exercice social en question, les travailleurs concernés reçoivent, de leur employeur ou de son secrétariat social, l'attestation d'emploi en vue de l'obtention de la prime syndicale. Sur présentation de cette attestation, les organisations syndicales paient endéans le mois la prime syndicale aux membres bénéficiaires. Au minimum une fois par semaine, un décompte du nombre de primes payées est transmis au Fonds par mail à l'adresse définie en conseil d'Administration.

§ 3. Au plus tard le 31 août, les organisations syndicales transmettent au fond

- a. Un décompte final des primes syndicales payées, accompagné d'une copie de l'attestation d'emploi ou d'un listing général des bénéficiaires, ainsi que d'un décompte des frais de gestion. Chaque organisation introductrice certifie le décompte qu'elle transmet. Le Fonds rembourse le montant des frais de gestion dans les 30 jours de la réception du document.
- b. Sur décision du conseil d'administration, la transmission des copies des attestations d'emploi ou du listing général pourra être remplacée par la garde des documents par les organisations syndicales, pour contrôle, à la disposition du fonds pendant 3 ans.

§ 4 Au plus tard le 20 décembre, sur la base des montants payés par les organisations syndicales, le Fonds verse, sur les comptes des organisations syndicales l'avance permettant le paiement des prime.

§5 Un état du montant des primes syndicales d'une part, et des frais de gestion d'autre part est joint aux comptes annuels du Fonds.

Article 7. Le Conseil d'administration du Fonds prend toutes les mesures administratives nécessaires pour que les sommes nécessaires au paiement de la prime soient disponibles.

Article 8. § 1er. Les primes qui n'ont pas été liquidées une année précédente, mais pour lesquelles le travailleur a rempli toutes les conditions peuvent encore être payées.

§ 2. Le paiement des primes visées au présent article peut remonter jusqu'à 5 ans maximum en arrière.

§ 3. L'organisation syndicale vérifie si le travailleur remplit les conditions.

## **Chapitre 6 - Dispositions générales**

Article 9. Les organisations de travailleurs s'engagent à ne pas cumuler la prime syndicale payée par la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre avec les primes syndicales existant dans d'autres secteurs de l'industrie.

Article 10. Tous cas imprévus ou litigieux au sujet du paiement de la prime syndicale et de la reconnaissance de l'ayant droit sont tranchés par le Conseil d'administration du Fonds social et de garantie en communauté française et germanophone.

## **Chapitre 7 — Durée de validité et dispositions transitoires**

Article 11. La présente convention collective de travail abroge à partir 1<sup>er</sup> janvier 2022 la convention collective de travail du 27 novembre 2015 (N° 131322/CO/152.02) fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'une prime syndicale aux ouvriers et ouvrières syndiqués, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

Article 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

**Paritair SubComité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap**  
**Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 december 2021 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en vereffeningsmodaliteiten van een vakbondspremie en tot vervanging van de CAO van 27 november 2015 (nr. 131322/CO/15202)**

## **Hoofdstuk 1 — Toepassingsgebied**

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de inrichtingen die ressorteren onder het paritair Subcomité 152.02.

## **Hoofdstuk 2 – Toekenning van een vakbondspremie**

Artikel 2. In uitvoering van de bepalingen van artikel 5 van de statuten van het Sociaal en Waarborgfonds in de Franse en Duitstalige Gemeenschap, wordt aan de arbeiders bedoeld in artikel 1, jaarlijks een vakbondspremie uitbetaald ten laste van het Sociaal en Waarborgfonds in de Franse en Duitstalige Gemeenschap.

Het bedrag en de toekennings- en vereffeningsmodaliteiten worden in deze overeenkomst vastgelegd.

## **Hoofdstuk 3 - Bedrag van de vakbondspremie**

Art 3. §1. Met ingang van 1 januari 2022 (op basis van het referentejaar 2021), bedraagt de vakbondspremie 90 euro per volledig gewerkt referentejaar.

§ 2. Deze premie wordt toegekend op basis van 7,5 euro voor iedere maand gedurende welke de rechthebbende tijdens het referentejaar was tewerkgesteld in een inrichting die valt onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 4. § 1. Wordt beschouwd als referentejaar, het kalenderjaar dat het jaar van de uitbetaling van de premie voorafgaat.

§ 2. Elke maand waarin de ~~arbeiders~~ zijn ingeschreven in het personeelsregister wordt als een gepresteerde maand beschouwd. Als de arbeider uiterlijk op de 15de van de maand is ingeschreven in het personeelsregister, wordt de maand als een volledige maand beschouwd. Als de arbeider uiterlijk op de 15de van de maand wordt geschrapt uit het personeelsregister, wordt de maand als een volledige maand beschouwd.

De inschrijving in het DIMONA-systeem vervangt de inschrijving in het personeelsregister.

§ 3. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt een periode in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag beschouwd als volledige arbeidsprestaties.

## **Hoofdstuk 4 - Toekenningsvoorwaarden**

Artikel 5. De ~~ambleders~~ hebben recht op het volledige bedrag van de vakbondspremie indien zij voldoen aan volgende voorwaarden:

- a) op 1 januari van het refertejaar lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal vlak zijn vertegenwoordigd;
- b) tijdens het refertejaar ingeschreven zijn in het personeelsregister van een inrichting van het vrij onderwijs van de Franse of Duitstalige Gemeenschap, of bruggepensioneerd zijn en een aanvullende brugpensioenvergoeding ontvangen ten laste van een inrichting zoals bedoeld in art. 1 van deze overeenkomst;
- c) niet ontslagen zijn wegens dringende redenen.

## **Hoofdstuk 5 - Uitvoeringsmodaliteiten**

Artikel 6 § 1. In de loop van het laatste kwartaal van het sociaal dienstjaar ontvangen de werkgevers en de sociale secretariaten via het Sociaal en Waarborgfonds, hierna "het fonds" genoemd, de tewerkstellingsattesten die vereist zijn voor het verkrijgen van de vakbondspremie.

§ 2. In het 1<sup>ste</sup> kalenderkwartaal dat volgt op het betreffende boekjaar ontvangen de betrokken werknemers van hun werkgever of hun sociaal secretariaat het tewerkstellingsattest voor het bekomen van de vakbondspremie. Op voorlegging van dit attest betalen de vakorganisaties binnen de maand de vakbondspremie aan de leden die er recht op hebben. Minstens één keer per week wordt een afrekening van het aantal premies voorgelegd aan het Fonds, per e-mail op het adres dat door de raad van bestuur wordt bepaald.

§ 3. Uiterlijk op 31 augustus bezorgen de vakorganisaties het fonds:

- a. een eindafrekening van de uitbetaalde vakbondspremies, samen met een afschrift van het tewerkstellingsattest of een algemene lijst van de rechthebbenden, alsook een afrekening van de beheerskosten. Elke indienende organisatie certificeert de afrekening die ze indient. Het fonds betaalt het bedrag van de beheerskosten binnen 30 dagen na ontvangst van het document terug.
- b. de raad van beheer kan beslissen dat de afschriften van de tewerkstellingsattesten of de algemene lijst niet worden voorgelegd maar dat de vakorganisaties de documenten met het oog op controle 3 jaar ter beschikking van het fonds moeten houden.

§ 4. Uiterlijk op 20 december stort het fonds op basis van de bedragen uitbetaald door de vakorganisaties, de voorschotten die de uitbetaling van de premies mogelijk maken, op de rekeningen van de vakorganisaties.

§ 5. Een overzicht van het bedrag van de vakbondspremies enerzijds en van de beheerskosten anderzijds wordt bij de jaarrekeningen van het fonds gevoegd.

Artikel 7. De Raad van Beheer van het Fonds neemt alle vereiste administratieve maatregelen die nodig zijn opdat de nodige middelen voor de betaling van de premie beschikbaar zijn.

Artikel 8. § 1. De premies die niet in een voorgaand jaar werden vereffend, maar waarvoor de werknemer aan alle voorwaarden voldoet, kunnen nog worden uitbetaald.

§ 2. De uitbetaling van de premies bedoeld in dit artikel kan tot maximaal 5 jaar teruggaan.

§ 3. De vakorganisatie gaat na of de werknemer aan de voorwaarden voldoet.

## **Hoofdstuk 6 - Algemene bepalingen**

Artikel 9. De werknemersorganisaties verbinden zich ertoe de vakbondspremie uitbetaald door het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs niet te cumuleren met de vakbondspremies die bestaan in de andere industrietakken.

Artikel 10. Alle onvoorziene gevallen of geschillen in verband met de uitbetaling van de vakbondspremie en de erkenning van de rechthebbende worden geregeld door de raad van bestuur van het "Sociaal en Waarborgfonds van de Franse en Duitstalige Gemeenschappen".

## **HOOFDSTUK 7 - Geldigheidsduur en overgangsbepalingen**

Artikel 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft vanaf 1 januari 2022 de collectieve arbeidsovereenkomst op van 27 november 2015 (Nr. 131322/CO/152.02) tot vaststelling van het bedrag en de toekenings- en vereffeningsmodaliteiten van een vakbondspremie aan de arbeiders en arbeidsters die zijn aangesloten bij een vakorganisatie gesloten in het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op 1 januari 2022. Zij kan door elke partij worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap